



**« Pandémie de Covid-19 en Haïti :  
Point de situation et incidence sur la coopération décentralisée »**

**Réunion du mercredi 6 mai 2020 de 15h à 17h30**

Lieu : plateforme Zoom

---

**Compte-rendu**

*(Version du 14 mai)*

---

**Collectivités et associations de collectivités présentes :**

Arras ; Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise ; Communauté d'Agglomération de La Rochelle ; GESCOD ; Communauté des communes du Grand Pontarlier ; Communauté de communes de la Grande Vallée de la Marne ; Conseil Régional d'Ile-de-France ; Nantes Métropole ; Paris ; Pays de Savoie Solidaires ; Suresnes ; Ville et Eurométropole de Strasbourg ; Conseil départemental de la Vienne.

**Autres organismes :**

Ambassade de France en Haïti ; Collectif Haïti de France ; Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) et Cités Unies France (CUF).

**Animatrice :** Geneviève Sevrin, directrice générale de Cités Unies France.

**• Introduction.**

- Informations pratiques sur le déroulement de la réunion : quelques règles de fonctionnement.

**Rappel du travail de Cités Unies France.**

*Fonctionnement de CUF après le déconfinement :*

- Pas de reprise du travail à CUF immédiatement après le début du déconfinement.
- Poursuite en télétravail jusqu'à fin juin minimum.
- Les fonctions logistiques se rendront en priorité au bureau à partir du 18 mai.

*« Initiative Afrique-Haïti » :*

- Risque que l'Afrique soit durement impactée par la crise économique liée au Covid-19, plus que par la crise sanitaire.
- Risque lié à cette crise concernant la décentralisation : remise en cause du rôle et de la place des collectivités territoriales dans la gestion des territoires et des crises.
- 14, 23 et 30 avril 2020 : tenue de 3 réunions sur la plateforme Zoom concernant l'« Initiative Afrique-Haïti ».
- Suite à ces réunions, création d'un fonds de solidarité et publication d'une tribune dans Le Monde Afrique signée par une centaine d'élus.

**Introduction par Jean-Louis Testud, Adjoint aux relations internationales de la ville de Suresnes et représentant du président du groupe-pays Haïti de CUF.**

- Le nombre de personnes touchées par le Covid-19 est plutôt faible en Haïti selon les informations des partenaires.
- Les États-Unis ont soutenu le président actuel, Jovenel Moïse car il a été élu démocratiquement.

Le taux d'abstention au moment des votes a cependant été très important.

Ce président a été élu démocratiquement et est légitime selon la position de la diplomatie européenne, française, américaine et canadienne.

- La crise liée au Covid-19 semble avoir diminuer les manifestations.
- Le FMI, la Banque mondiale et l'UE déversent des lignes de crédits mais les résultats ne sont pas probants : cela pose question sur la finalité de ces crédits.
- Demande concrète à l'Agence française de développement (AFD) pour l'hôpital Justinien du Cap : souhait de rentrer en contact avec les responsables de l'AFD car il manque 30 000 euros pour refaire la distribution de l'eau potable, y compris dans les salles d'opération.

Ce point pourra être vu en bilatéral.

- **Point sur la situation en Haïti.**

**Contexte général - crise sanitaire, économique, politique et sociale.**

*Sur le plan politique :*

*Sébastien Dauré et Pascal Hajaali (Ambassade de France en Haïti) :*

- Les événements de l'automne dernier semblent loin : l'opposition n'a pas réussi à convaincre et le président résiste.
- Le parlement est inopérant car beaucoup de mandats de parlementaires sont terminés : le gouvernement et le président travaillent donc seuls.

- Remaniement et mise en place d'un gouvernement avec Joseph Jouthe en tant que Premier ministre (autrefois Ministre de l'Économie et des finances par intérim et Ministre de l'environnement).

- Le gouvernement semble avoir pris au sérieux la menace du Covid-19 : mise en place d'une Commission intersectorielle avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population, ainsi que le Dr Jean William Pape (fondateur des centres Gheskio<sup>1</sup>) dans l'objectif de lutter contre l'épidémie.

- Décembre-janvier : Véritable investissement des États-Unis, via l'Organisation des États Américains (OEA) : l'opposition et le gouvernement haïtien ont pu se rencontrer et converser, mais malgré la pression des États-Unis aucun accord n'a été trouvé.

Les États-Unis ont fait pression sur le gouvernement sur deux sujets : la réforme de la constitution et la mise en place d'élections législative.

La crise du Covid-19 est arrivée ensuite et depuis il n'y a pas eu d'évolution.

- Installation des maires intérimaires en Haïti : ce sujet était beaucoup discuté à l'Ambassade de France quelques semaines avant la crise.

Le gouvernement peut être enclin à laisser les maires élus qui lui sont favorables et à remplacer ceux qui lui sont moins : cela peut provoquer une réaction vive à la fois de l'opposition et de la population.

#### *Sur le plan sanitaire :*

- Difficile de savoir quelles seront les conséquences sanitaires en Haïti.

- Chiffres du Ministère de la Santé Publique et de la Population au 2 mai 2020 : 938 cas suspects, 88 cas confirmés, 9 décès.

Peu de tests ont été effectués car il y en a peu en stock.

Chiffres de la République Dominicaine, à titre comparatif sachant qu'il y a un décalage de 3 à 4 semaines avec Haïti : 8480 cas détectés et 354 morts.

- Au début de la crise, la presse a publié l'identité et la photo de cas suspects, ce qui a créé un réflexe parfois assez violent et menaçant des communautés alentours : cela a pu inhiber la volonté de certaines personnes d'aller déclarer leur cas.

Aujourd'hui, il n'y a plus ce genre de pratique.

- Statistiques peu fiables car très peu de tests ont été effectués. On pense également que le mois de mai sera le moment de la contamination communautaire.

- Augmentation du nombre de morts et de personnes contaminées, mais le rythme n'est pas le même que pour les pays européens : il n'y a pas d'explosion des cas et des décès.

---

<sup>1</sup> Dédiés initialement à la lutte contre le Sida/VIH, puis à différentes maladies telles que la tuberculose et le choléra.

### *Sur le plan économique :*

- Plusieurs financements ont été annoncés : 111 millions de dollars pour le Fonds Monétaire International (FMI), 165 millions d'euros pour l'Union européenne, 1,2 million d'euros pour l'Agence Française de Développement (AFD) etc...

L'aide de l'AFD ira aux centres Geskhio pour acheter des générateurs d'oxygène, mais la convention n'a pas encore été signée.

- Pour l'instant, peu d'actions se développent sur le terrain.

- Interrogation soulevée par Sandrine Millet (Strasbourg) : seul l'État va pouvoir bénéficier de cette aide massive ou les collectivités pourront y avoir accès également ?

- Selon les informations de Pascal Haajali, de l'Ambassade de France en Haïti, suite à une réunion avec le FMI : les 111,7 millions de dollars annoncés ont déjà été versés.

La seule condition demandée au gouvernement haïtien est de travailler avec le FMI sur l'implémentation d'un SMP (Staff Monitoring Program) : il s'agit d'une période de 6 mois pendant laquelle le gouvernement haïtien s'engage à présenter un plan de réformes, concerté avec le FMI.

Dans un premier temps, il n'y a pas de fonds à la clé mais si le programme de réformes est considéré comme répondant aux besoins du pays, Haïti pourra bénéficier alors d'un programme d'aide plus substantiel, appelé Extended Credit Facility.

Une bonne partie de la réunion a porté sur les réformes qui pourraient être présentées par le gouvernement haïtien.

- Quel impact économique lié au gel des transferts de la diaspora ?

Les liaisons entre les États-Unis et Haïti ne sont pas complètement fermées : il s'agit du seul pays avec lequel il y a encore quelques liaisons.

Problème majeur : l'apport financier de la diaspora en termes de transferts est essentiel pour la balance des paiements du pays et les personnes qui reçoivent cet argent.

Ces financements vont se réduire drastiquement dans la mesure où il va y avoir beaucoup d'haïtiens aux États-Unis qui vont perdre leurs emplois, voire mourir du Covid-19.

### *Sur le plan social :*

- Les manifestations du Groupe Phantom 509 continuent : volonté des policiers d'instaurer un syndicat de la police et de dialoguer avec le Directeur Général de la police nationale d'Haïti.

Ils réclament le paiement des salaires des nouvelles recrues de la police, qui ne l'ont pas été depuis six mois : suite aux manifestations, le gouvernement a satisfait cette forte revendication.

Ce groupe est très actif, même pendant la crise actuelle. Cependant, les autres manifestations ont été réduites pendant la crise sanitaire.

- Méfiance envers le gouvernement d'une forte majorité de la population : elle souhaite plus de transparence, notamment concernant l'arrivée des financements d'aide et leur utilisation.

Une nouvelle paralysie du pays pourrait avoir lieu si une mauvaise gestion des fonds est déplorée.

- **Partenariats de coopération décentralisée.**

### **Réponses des collectivités françaises et actualités des partenariats.**

*Rose-Marie Saint Germes Akar et Guillaume Quevarec (Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise) :*

- Maintien des relations avec les partenaires des Palmes, régulièrement via Skype et Zoom.

Ils venaient d'obtenir de l'AFD l'agrément pour un projet Ficol très important, mais il est possible que cela ne prenne pas tant de retard malgré la situation actuelle : le travail se poursuit à distance pour signer la convention Ficol.

- Prochainement, un versement de 1 million d'euro de l'AFD et 60000 euros de l'Agence de l'eau Seine Normandie se fera pour un projet sur trois ans permettant l'aménagement de bassins versants.

La situation liée au Covid-19 peut ralentir le processus mais les haïtiens sont en capacité de travailler sur ce projet.

- Point de vigilance : les élus locaux haïtiens avec qui la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise travaillent sont en fin de mandat. La Fédération Nationale des Maires d'Haïti (FENAMH) fait un plaidoyer dans ce sens pour maintenir les élus qui ont été démocratiquement élus.

Cela pourrait être un point sur lequel il faudrait insister collectivement.

*Sybil Pecriaux et Jacques Aumasson (Conseil départemental de la Vienne) :*

- Deux services civiques ont envoyé pour faire un travail sur les traitements des déchets, mais tout est en stand-by et annulé à cause des événements.

- Le dernier appel à projet du MEAE, lancé en 2019, n'a pas pu véritablement avancer à cause de la crise politique, puis du Covid-19.

- Depuis mars, ils essayent de prendre contact avec leurs partenaires de Marigot mais ils n'ont pas obtenu de réponse.

- Un rapport technique et financier est attendu en juin/juillet par la DAECT : ce sera à voir en bilatéral avec Guillaume Lagrée.

*Sandrine Millet (Ville et Eurométropole de Strasbourg) :*

- Strasbourg, en lien avec Gescod, est en partenariat avec la commune de Jacmel. Depuis quelques années, ils travaillent étroitement sur le domaine de la petite enfance avec une structure privée qui gère une quarantaine de jardin d'enfants à Jacmel et aux alentours.

- Il y a une attention particulière dans cette période difficile et les échanges se font autant que possible. C'est d'abord Jacmel qui a pris des nouvelles de Strasbourg.

- Les centres et jardins d'enfants ont dû fermer depuis plusieurs semaines : n'ayant plus aucune ressource, le personnel ne peut plus être payé.

La priorité de Strasbourg est d'accompagner les partenaires par une aide d'urgence qui est en train d'être mise en place, pour assurer la survie de la structure en l'appuyant dans son fonctionnement.

***Vianney Toussaint (Gescod) :***

- Le partenariat a bénéficié depuis 2016 d'une VSI qui a été évacuée l'année passée suite à la crise politique.

- Des actions de formation en Haïti et en France devaient se poursuivre mais tout doit être reporté.

***Ludovic Piron (Ville de Paris) :***

- Le projet est en stand-by depuis plusieurs mois avec la mairie de Port-au-Prince et reporté en raison du licenciement des salariés de la ville et de problèmes d'alimentations électriques.

Il y a donc un gros retard sur le planning.

Un retour sera fait à CUF et à l'Ambassade sur ce que la ville de Paris pourra mettre en place dans les prochains mois.

***Antoine Longet (Nantes Métropole) :***

- Travail en coordination avec la région Bretagne pour le département de Grand 'Anse en Haïti concernant le renforcement agricole des coopératives.

***Jennifer Minatchy (Ville d'Arras) :***

- La coopération avec la commune de Limonade s'anime en grande partie grâce à la mobilité de jeunes, ce qui pose problème suite au contexte de sécurité de l'année dernière et la crise sanitaire actuelle.

- Les échanges continuent sur le volet institutionnel avec la municipalité de Limonade et avec les anciens jeunes en service civique de nationalité haïtienne.

**• Témoignages des autres organismes invités.**

***Yannick Billard et Romain Ferrut (Pays de Savoie Solidaires) :***

- Un gros programme autour de la gestion intégrée de la ressource en eau, la jeunesse et la gouvernance a été mis en place avec la commune de Dessalines.

Avec le Covid-19, l'intensité de ce partenariat s'est accélérée : mise en place d'un plan d'action, formation sur l'hygiène lorsque la pandémie est arrivée.

Des financements du MEAE et de l'Agence de l'eau ont été réorientés pour la situation liée au Covid-19.

- La situation est prise au sérieux : très peu de temps après l'annonce de l'état d'urgence, un comité a été mis en place à Dessalines car ils ont été alertés de cas avérés dans une commune voisine.

Un plan d'action de sensibilisation a été mis en place, ainsi que la formation et l'équipement des professionnels de santé. Des points de lavage de mains ont été installés dans les centres de santé et marchés, ainsi que des actions de désinfection des marchés.

- Rôle de Pays de Savoie Solidaires dans le dispositif : apport financier ; soutien à deux échelles (commune et arrondissement en s'appuyant sur l'Unité d'Arrondissement de Santé).

- Pays de Savoie Solidaires était déjà en lien avec les acteurs sanitaires donc cela a été plus facile de donner une réponse rapide face à cette crise.

- Lien partagé : <https://paysdesavoiesolidaires.org/covid-19-ici-et-la-bas-agir-ensemble/>

***Scarlett Corbaux (Collectif Haïti de France) :***

- Les associations avec lesquelles le Collectif Haïti de France travaille ne sont pas forcément composées de personnes issues de la diaspora.

- La situation du Covid-19 a des impacts à la fois en France et sur des projets en Haïti : les projets de développement sont à l'arrêt et beaucoup de soutiens financiers sont réorientés vers la question du Covid-19.

- La plupart des associations sont des associations de bénévoles qui ne peuvent pas bénéficier de soutien financier car ils n'ont pas de salariés : leurs événements ont été annulés alors qu'il s'agit de la majorité des fonds qu'ils perçoivent.

- Les associations du collectif arrivent cependant à mener de nouveaux partenariats sur le terrain avec des acteurs locaux par bouche à oreille, comme des ateliers de couture pour faire des masques, ou la distribution de kits d'hygiène.

Cela nécessite beaucoup d'adaptation sur le terrain.

- Les associations envisagent l'après avec la crise alimentaire qui risque d'être plus importante qu'actuellement : travail sur la sensibilisation, encourager les communautés à reprendre un travail traditionnel de la terre et une agriculture familiale.

- **Points divers, conclusions et suites.**

## **Informations de la DAECT.**

***Guillaume Lagrée (DAECT) :***

- Les enveloppes de la DAECT sont maintenues mais les délais sont reportés.

Cependant, la limite reste l'année budgétaire et la consommation des crédits.

- La DAECT essaye d'être souple mais dans la limite du principe de l'année budgétaire : après octobre, peu de dépenses sont encore engagées.

- La souplesse concerne également les financements qui ont déjà été acquis.

## **Informations de Cités Unies France.**

### *Constance Koukoui (Cités Unies France) :*

- Felicia Medina est partie à la retraite en fin d'année 2019 : c'est Zoé Courboin qui va reprendre une partie de ses dossiers à partir du 11 mai.

- Remerciements à Fanny Salas pour son appui, Chargée d'études auprès de la directrice générale.

- Les collectivités ultramarines n'ont pas pu rejoindre la réunion du 6 mai, mais fourniront à CUF des informations sur leurs partenaires.

## **Suggestions d'axes de travail.**

- Fonds Afrique Haïti : faut-il faire un fond de solidarité spécifique à Haïti ?

Si oui, pour quelle finalité ? Au-delà des partenariats en cours, y a-t-il une démarche commune pour créer un fonds ? Est-ce que certains seraient intéressés à organiser une réunion avec les canadiens ?

### *Yannick Billard (Pays de Savoie Solidaires) :*

- Avec leurs partenaires, un comité communal de protection civile a été monté, ce qui a permis de répondre très rapidement à la crise du Covid-19.

Cela pourrait devenir quelque chose à généraliser dans les coopérations et permettre un partage d'expérience sur comment monter une cellule de gestion de crise dans les collectivités partenaires.

- Il y a un gestionnaire de protection civile communale et un certain nombre d'organismes peuvent participer : la collectivité ne se retrouve pas toute seule, les élus vont s'entourer de plusieurs acteurs pour agir dans une concertation locale.

- Limites : difficile à mettre en place dans le cas où les partenaires ne répondent pas, comme pour le Conseil Départemental de la Vienne.

### *Jean-Louis Testud (Ville de Suresnes) :*

- Comme évoqué aux précédentes assises franco-haïtiennes, un partenariat devait se mettre en place entre la Guadeloupe, la Martinique et la FENAMH sur la prévention et les alertes cycloniques : à voir comment il pourrait être pertinent de le réactiver.

**Luc Raimbault** (*Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise*) :

- Le fonds de soutien devrait plus servir à faire valoir toutes ces coopérations avec les partenaires plutôt qu'un seul projet national : cela permettrait de servir l'ensemble du pays.
- L'idée d'avoir une plateforme « comité de protection civile » qui permet d'échanger sur les expériences notamment le coronavirus paraît pertinente également.

### **Réflexions autour d'une future « réunion technique ».**

- Dans un format 'réunion de travail' avec moins de personnes présentes : reprendre les différentes suggestions et questions soulevées.

Sujets de réflexion : création d'un fonds de solidarité spécial pour Haïti ; soutien aux intercommunalités ; soutien à la crise alimentaire ; protection civile et appui aux collectivités etc...

- Le but de cette réunion est d'aller au-delà des témoignages et des informations.
- Elle sera organisée dans les semaines qui viennent.

### **Mobilisation des partenaires étrangers face à la crise du Covid-19.**

- Les partenaires haïtiens se sont inquiétés de la situation en France et en ont fait part à leurs homologues français.

Il s'est produit la même chose avec les partenaires africains : beaucoup de collectivités françaises ont été appelées par leurs partenaires africains qui leur témoignaient leur solidarité face à la crise.

- Depuis début avril, certaines collectivités reçoivent des colis de dons de masques de partenaires chinois, notamment Bordeaux jumelée avec Wuhan.
- La solidarité n'est pas uniquement des pays développés vers ceux qui le sont moins : cette idée de solidarité est vraiment générale.

**Camille Bouron** (*Communauté d'agglo de la Rochelle*) :

- La Rochelle devrait prochainement recevoir des masques en tissu venant de Port-au-Prince et fabriqués à partir d'uniformes scolaires.
- Il s'agit d'un geste symbolique témoignant de la solidarité des partenaires haïtiens.

### **Autre.**

- La Fédération nationale des maires d'Haïti (FENAMH) n'a pas pu être présente à la réunion, mais elle sera contactée pour un échange.

